

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activité de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Lille, le 14/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVIEN PAILLE

Rue du Petit Bruxelles
BP 79
59300 Valenciennes

Références : 2025-V1-060
Code AIOT : 0007001219

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement VIVIEN PAILLE implanté Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVIEN PAILLE
- Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007001219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOUFFLET ALIMENTAIRE exploite à Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs ainsi que des bâtiments de conditionnement. Le site de Valenciennes, filiale du groupe AVRIL, est autorisé par arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2008.

Les activités exercées consistent en :

- la réception et le contrôle des matières premières ;
- le traitement préventif par désinsectisation de certains produits réceptionnés ;
- l'usinage de la matière brute (triage, nettoyage, et blanchiment du riz) ;
- le stockage et l'expédition par camions, en vrac ou après conditionnement des produits finis ;
- le conditionnement sans usinage de produits tels que semoule de coucous et semoule de blé ;
- la transformation de riz en farine ;
- la fabrication de produits extrudés destinés à l'alimentation animale ;
- la fabrication de fibres utilisées comme ingrédients en industrie agro-alimentaire ;
- un atelier de production de poches micro-ondables (PMO).

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 actualise la liste des installations classées de l'établissement. Les installations classées soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 2160 : Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : capacité de stockage de 15 155 m³ ;
- Rubrique 1510 : Entrepôts couverts : capacité de stockage de 147 031 m³ ;
- Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels : puissance de 1 870 kW,
- Rubrique 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production de 400 t de produits finis par jour.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Contrôle de la liste des appareils à pression | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III | Sans objet |
| 2 | Caractéristiques des équipements | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1 | Sans objet |
| 3 | Analyse du compte rendu d'inspection Périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17 | Sans objet |
| 4 | Vérification des échéances de l'inspection périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I | Sans objet |
| 5 | Analyse du compte rendu de | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| | requalification périodique | | |
| 6 | Vérification des échéances de la requalification périodique | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I | Sans objet |
| 7 | Contrôle de la plaque d'identification des ESP | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI | Sans objet |
| 8 | Contrôle de l'état de l'équipement | Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 | Sans objet |
| 9 | Contrôle des accessoires de sécurité | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité à la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III |
| Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par transmission du 29 janvier 2025, l'exploitant a transmis la liste des équipements sous pression exploités au sein de l'établissement.</p> |

La liste mentionne notamment :

- la localisation de l'équipement ;
- le type d'équipement ;
- le fabricant ;
- le numéro de série ;
- la catégorie de risque ;
- le fluide et le groupe de risque ;
- la pression maximale admissible et le volume de l'équipement ;
- la date de fabrication ;
- la date de la dernière inspection périodique et la date de prochaine inspection périodique ;
- la date de la dernière requalification périodique et la date de prochaine requalification périodique.

Le régime de surveillance n'est pas indiqué dans la liste des équipements (sans plan d'inspection / selon le plan d'inspection référencé). A priori, aucun des équipements actuels de l'exploitant ne nécessite de plan d'inspection, dans leur mode de suivi actuel.

Observation n°1 : il est demandé à l'exploitant de spécifier dans la liste, pour chaque équipement ou de manière globale, le régime de surveillance retenu.

A noter que pour le système frigorifique en cours de démarrage, un plan d'inspection devra être approuvé au maximum dans les 18 mois suivant la mise en service de l'équipement, conformément aux dispositions du point VII de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. **Il est demandé à l'exploitant de transmettre ce document dès qu'il sera approuvé.**

Concernant le contenu de la liste, il est à noter que pour certains équipements, la date de dernière inspection périodique n'est pas la bonne alors que la date de prochaine inspection périodique correspond à la dernière inspection réalisée.

Observation n°2 : il est demandé à l'exploitant de mettre la liste des équipements sous pression à jour avec les dates des dernières inspections périodiques réalisées pour chaque équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Caractéristiques des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R.557-14-1 du code de l'environnement.

Constats :

Les équipements retenus pour la vérification du respect des points de contrôle 3 à 9 sont, sauf indications contraires dans les points de contrôle concernés, les suivants :

- l'ACAFR de marque LAGARDE, de numéro de série RA312E fabriqué en 2008, contenant de la vapeur d'eau, d'une pression maximale admissible de 5 bar et d'un volume de 11 600 L ;

- l'ACAFR de marque LAGARDE, de numéro de série RA313E fabriqué en 2008, contenant de la vapeur d'eau, d'une pression maximale admissible de 5 bar et d'un volume de 11 600 L ;
- l'ACAFR de marque LAGARDE, de numéro de série RA397E fabriqué en 2008, contenant de la vapeur d'eau, d'une pression maximale admissible de 5 bar et d'un volume de 11 840 L ;
- l'ACAFR de marque LAGARDE, de numéro de série RA398E fabriqué en 2008, contenant de la vapeur d'eau, d'une pression maximale admissible de 5 bar et d'un volume de 11 840 L ;
- le générateur de vapeur de marque BABCOCK WANSON, de numéro de série 14456, fabriqué en 2007, contenant de la vapeur d'eau, d'une pression maximale admissible de 10 bar et d'un volume de 3 910 L ;
- le réservoir de marque CSC s.r.l, de numéro de série B22504, fabriqué en 2017, contenant de l'air, d'une pression maximale admissible de 12 bar et d'un volume de 3 000 L.

Il est à noter que ces équipements répondent tous aux critères de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

(*) ACAFR : appareil à couvercle amovible à fermeture rapide

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection Périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

Les comptes-rendus d'inspection périodiques ont été consultés :

- ACAFR Lagarde RA312E : la dernière inspection périodique est en date du 17 octobre 2024. Elle a été réalisée par l'organisme ASAP (sous accréditation). Le plan de contrôle utilisé pour l'inspection visuelle extérieure est référencé (révision 0). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.
- ACAFR Lagarde RA313E : la dernière inspection périodique est en date du 17 octobre 2024. Elle a été réalisée par l'organisme ASAP (sous accréditation). Le plan de contrôle utilisé pour l'inspection visuelle extérieure est référencé (révision 0). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.
- ACAFR Lagarde RA397E : la dernière inspection périodique est en date du 18 octobre 2024. Elle a été réalisée par l'organisme habilité ASAP (sous accréditation). Le plan de contrôle utilisé pour l'inspection visuelle extérieure est référencé (révision 0). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.
- ACAFR Lagarde RA398E : la dernière inspection périodique est en date du 18 octobre 2024. Elle a été réalisée par l'organisme habilité ASAP (sous accréditation). Le plan de contrôle utilisé pour l'inspection visuelle extérieure est référencé (révision 0). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.
- Générateur de vapeur Babcock Wanson 14456 : la dernière inspection périodique est en date du 29 novembre 2023. Elle a été réalisée par l'organisme habilité APAVE (sous accréditation). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.
- Récipient CSC B22584 : la dernière inspection périodique est en date du 17 octobre 2024. Elle a été réalisée par l'organisme DEKRA (hors du statut d'organisme habilité). Le contrôleur qui a procédé au contrôle est le contrôleur qui a procédé le même jour, sous accréditation, aux inspections périodiques des ACAFR RA312E et RA313E. L'intervenant peut être considéré comme une personne compétente au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Le rapport conclut à un résultat satisfaisant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans,

| |
|---|
| <p>excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucun dépassement de l'échéance d'inspection périodique n'a été constaté.</p> <p>Toutefois, concernant la date de prochaine inspection périodique, elle doit être déterminée sur la base de l'inspection réalisée lors de l'inspection périodique et non sur la date du rapport de l'inspection périodique. Par exemple, pour la chaudière de marque Babcock Wanson, si le rapport d'inspection périodique est signé du 9 janvier 2024, la date à prendre en compte pour déterminer la prochaine échéance est la date d'inspection (le 29 novembre 2023), soit le 29 novembre 2025. La liste des équipements pourra être revue sur ce point. <u>Observation n°3 : il est demandé à l'exploitant de vérifier et, le cas échéant de mettre à jour dans la liste, les dates de prochaines inspections périodiques sur la base des dates des dernière inspections (et non sur la base des dernières dates de rapport d'inspection périodique).</u></p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> |

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Les comptes-rendus de requalifications périodiques ont été consultés :

- générateur de vapeur Babcock Wanson 14456 : la dernière requalification périodique est en date du 2 novembre 2017. Elle a été réalisée par l'organisme APAVE. Le plan de contrôle utilisé pour l'inspection visuelle extérieure est référencé (révision 0). Des contrôles complémentaires (mesure d'épaisseur et magnétoscopie) ont été réalisés lors de l'inspection de requalification. Les rapports associés sont annexés au rapport de requalification. Une fissuration a été mise en évidence lors du contrôle par magnétoscopie et a fait l'objet d'une réparation (non notable). Le rapport conclut à un résultat satisfaisant après réparation ;
- ACAFR Lagarde RA312E : la dernière attestation de requalification périodique est en date du 7 novembre 2018. Elle a été réalisée par l'organisme ASAP. À noter que l'épreuve hydraulique a été substituée par un contrôle par émissions acoustiques (le rapport spécifique à cet essai est joint au rapport) ;
- ACAFR Lagarde RA313E : la dernière attestation de requalification périodique est en date du 14 novembre 2018. Elle a été réalisée par l'organisme ASAP. À noter que l'épreuve hydraulique a été substituée par un contrôle par émissions acoustiques (le rapport spécifique à cet essai est joint au rapport).

Compte tenu des dates de fabrication et de mise en service, les équipements suivants n'ont pas fait l'objet d'une requalification : ACAFR Lagarde RA397E et RA398E ainsi que le réservoir CSC B22504.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie

| |
|--|
| <p>orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté de non-respect de l'échéance de requalification périodique minimale.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le groupe froid fonctionnant au dioxyde de carbone, installé sur le toit de l'extension en cours d'aménagement comporte une plaque d'ensemble sur laquelle figure le marquage CE.</p> <p>Compte tenu de l'aménagement des ACAFR, il n'a pas été procédé au contrôle de leurs marques d'identité.</p> <p>Concernant le générateur de vapeur, la présence de la plaque d'identification n'a pas été constatée. Une photo de la plaque d'identification est fournie en annexe du dernier rapport de requalification périodique et n'amène pas d'observation.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...] |
| Constats : Il n'a pas été constaté d'anomalie ou d'état dégradé lors de la visite terrain sur le groupe frigorigène, sur les autoclaves LAGARDE ainsi que sur la chaudière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Contrôle des accessoires de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements |
| Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. |
| Constats : Lors de la visite terrain, il a été constaté que les accessoires de sécurité étaient présents sur le générateur de vapeur et les autoclaves LAGARDE. Les événements sont collectés et orientés vers l'extérieur. Il n'a pas été procédé à l'identification des accessoires de sécurité présents. Pour chacun de ces équipements, le dernier rapport d'inspection périodique mentionne la présence d'accessoires de sécurité adaptés (c'est à dire ayant une pression de tarage inférieure ou égale à la pression maximale admissible de l'équipement). |
| Type de suites proposées : Sans suite |